

nistre a déclaré qu'il n'y aurait pas de conscription. Son engagement était non seulement "explicite", il était absolu et sans conditions.

C'est aussi un engagement "explicite", absolu et sans condition, que M Sévigny a pris, au nom du "gouvernement conservateur", au moment de sa réélection comme ministre.

L'argument de la faillite de l'enrôlement volontaire ne vaut donc rien à l'encontre de l'engagement "explicite" du 17 janvier 1916.

Sir Robert Borden se doit à lui-même, il doit à l'honneur de ses collègues, il doit aux justes exigences du pays, d'autres explications de sa volte-face.

Afin de faciliter la tâche au premier ministre, recherchons maintenant les circonstances et les motifs qui ont pu lui inspirer une décision dont il ne peut manquer de mesurer toute la gravité, — indépendamment du déshonneur qui le guette s'il ne parvient pas à se justifier.

Jetons un coup d'oeil sur la situation européenne et voyons s'il s'est produit, depuis janvier, quelque événement extraordinaire et imprévu qui autorise le gouvernement à violer ses engagements et à imposer la conscription.

A bien examiner, on ne peut raisonnablement signaler que trois faits nouveaux susceptibles de modifier la situation des armées rivales et d'affecter le résultat ultime de la guerre: la reprise de la guerre sous-marine; la révolution russe; l'entrée des Etats-Unis dans le conflit. Aucun de ces événements ne justifie l'adoption de la conscription au Canada. Tous trois, au contraire, militent non seulement contre la conscription mais aussi contre l'expédition de nouvelles troupes en Europe.

La guerre sous-marine

La campagne sous-marine n'est même pas un fait nouveau pour les belligérants de la première heure. Tout ce qu'il y a de nouveau dans la décision prise, en janvier, par l'Allemagne, c'est l'attaque dirigée contre les navires des pays neutres qui pénètrent dans les zones de blocus. Cette extension des opérations sous-marines affecte, il est vrai, la situation économique des belligérants, celle de l'Angleterre surtout. Mais en quoi l'enrôlement, volontaire ou forcé, de cent mille Canadiens de plus apporterait-il un remède à cette situation? C'est si peu sur les armées de terre que l'Angleterre compte pour parer à ce nouveau danger, qu'elle a supplié le gouvernement américain de retarder l'envoi de ses troupes en France, afin d'accélérer la construction des navires de commerce, la production des vivres et leur expédition en Angleterre.

Qu'on relise avec attention tous les discours prononcés par M. Balfour, aux Etats-Unis et au Canada: on n'y trouvera pas la moindre allusion au besoin de troupes. Par contre, il y est souvent question des dangers de l'affaîmation. Prétendra-t-on que l'Angleterre, qui n'a pas besoin des troupes américaines, a besoin de plus de troupes canadiennes?

Si le gouvernement canadien veut réellement aider l'Angleterre à se préserver de la famine, il doit s'appliquer sans retard, non pas à enrôler de nouvelles recrues pour l'armée, mais au contraire à faire cesser tout enrôlement, puis à concentrer et utiliser toutes les énergies de la nation afin de stimuler la production agricole et la construction des navires.